

7 PROPOSITIONS

Jean Foucambert

L'évolution rapide de la situation de la lecture en France dépend de la mise en œuvre d'une politique globale ; rien, en effet, ne serait plus infructueux de laisser se multiplier des opérations ponctuelles dont on attendrait qu'à elles seules, elles modifient sensiblement l'état des choses. On peut même être assuré, et les exemples récents sont nombreux, qu'une action limitée à un seul domaine ne profite qu'à ceux qui n'ont pas besoin d'aide dans les autres domaines. Améliorer le niveau technique de lecture sans rien faire d'autre, c'est apporter de l'aide à ceux qui sont déjà lecteurs. Multiplier les opérations de promotion du livre, c'est donner à lire à ceux qui lisent déjà, etc.

C'est seulement en couvrant simultanément le plus grand nombre des facteurs associés de la non-lecture que des résultats rapides et durables peuvent être espérés. C'est pourquoi nous croyons utile d'attirer l'attention sur les 7 points suivants.

1

Toute action commence et est accompagnée par une campagne permanente d'information sur la nature et les enjeux de la lecture. On ne devient pas lecteur à son insu mais par une démarche volontaire, qui s'appuie sur des prises de conscience multiples, aussi bien pour les conduites de lecture, et pour la manière d'apprendre, que pour la remise en cause du statut social de non-lecteur, enfant ou adulte. Ce travail d'information, à l'usage aussi des non-lecteurs, doit souvent passer par d'autres moyens que l'écrit. Il est particulièrement urgent, compte tenu de l'état de désinformation de l'opinion publique et des confusions qui existent entre processus d'alphabétisation et de lecturisation.

2

L'augmentation du nombre des lecteurs commence nécessairement par une transformation dans le partage du pouvoir, de l'implication et de la responsabilité collective et individuelle. Que ce soit dans l'entreprise, dans la vie sociale ou à l'école, l'équilibre se fait toujours entre lecture et statut. Une collectivité ne secrète que le nombre "de lecteurs dont elle a besoin. C'est seulement en se transformant qu'elle ouvre les conditions pour de nouveaux partages. Une action pour la lecture commence donc par une évolution du jeu social afin de responsabiliser les gens dans leur travail, dans leur loisir, dans leur vie sociale. Un groupe qui vit est un groupe qui lit, et non l'inverse.

3

L'augmentation du nombre des lecteurs passe par le relais d'une multitude de formateurs, institutionnels ou non, qu'il s'agisse des enseignants, des parents, des bibliothécaires, des animateurs de centres culturels et de loisirs d'éducateurs auprès des adolescents, etc. Il est impossible que ces personnes apportent des aides à la lecture s'ils n'ont pas une théorie issue d'une pratique authentique de lecture.

Toute politique de lecture commence par la formation des formateurs afin qu'ils soient eux-mêmes d'excellents "pratiquants".

4

Devenir lecteur, c'est avoir accès aux écrits sociaux en sachant les trouver là où ils existent. C'est donc être utilisateur des équipements collectifs. Le lecteur n'est pas celui qui lit le livre qu'on lui propose c'est celui qui se donne les moyens de choisir les livres qu'il va lire, qui pratique une activité "méta-lexique", dans les rubriques des journaux, chez le libraire, à la bibliothèque ; qui connaît les moyens de rencontrer et de diversifier les écrits en rapport avec ce qui l'intéresse. Le développement de ce pouvoir suppose, quelque échelon que ce soit, une véritable politique de mise en réseau des équipements collectifs, un travail intensif d'information diversifiée sur les écrits en même temps que des actions de formation à l'accès des aides disponibles : fichiers, sommaires, bibliographies, catalogues, rubriques spécialisées, etc.

5

Il serait illusoire d'imaginer qu'un non-lecteur cesserait de l'être dès lors qu'il connaîtrait l'existence des écrits et qu'il disposerait d'une technique satisfaisante de lecture. L'écrit résiste et l'écrit exclut. Il suppose pour être lu qu'on puisse lui apporter un capital de co-naissance, de savoirs, de connivence, de connotations.

L'adolescent qui vit dans une cité dortoir et le familier des salons parisiens ne peuvent faire la même lecture de Flaubert, de Sagan ou de Proust. Si la littérature provoque des émotions esthétiques chez ceux pour qui elle est écrite, elle ne peut être lue de la même manière par ceux qui sont exclus du système de valeurs et de représentations dont elle est nourrie.

Ils n'ont alors pas d'autres solutions que de la rejeter. À moins d'en faire une autre lecture. Non plus une lecture esthétique mais une lecture tout à la fois ethnographique et politique. Comment, avec le capital qui est le leur - et non en tentant d'en adopter un autre - peuvent-ils utiliser cet "objet" social et se situer par rapport à lui ? Développer la lecture, ce n'est pas accroître le nombre des lecteurs sur le modèle actuel, c'est favoriser l'éclosion de modes nouveaux de lecture des écrits existants. Il faut cesser de concevoir les actions en faveur de la lecture comme un travail de séduction ou de prosélytisme. Il faut les concevoir comme une aide à l'exercice d'une liberté qui va du rejet assumé au choix en passant par la contestation et le détournement.

6

De la même manière, l'extension du nombre de lecteurs passe par le développement d'écrits nouveaux, ayant dans leur conception un référentiel et des valeurs différentes. Les écrits "populaires" ont aujourd'hui deux origines : ils proviennent soit d'auteurs bourgeois écrivant "pour le peuple", soit d'auteurs d'origine populaire qui, pour produire, ont dû s'isoler de leur milieu et adopter les formes littéraires dominantes.

L'éclosion de nouveaux auteurs correspondant à de nouveaux écrits et à de nouveaux lecteurs suppose une action longue de formation. Non pas de conformation ou d'embrigadement. Personne ne sait aujourd'hui quelles sont les caractéristiques de ces nouveaux écrits. Elles ne pourront émerger qu'à travers le frottement et la confrontation avec les nouveaux lecteurs eux-mêmes, par

une naissance simultanée. Encore faut-il créer les structures nécessaires. La révolution de la micro-informatique, du traitement de textes, de l'imprimante et de l'offset permet d'envisager une édition de qualité, à faible coût, en permanence remaniable, en peu d'exemplaires à délais de parution brefs et qui mettrait en contact permanent auteurs, écrits et lecteurs autour de leurs expériences communes afin d'en faire "jaillir" une Écriture. La multiplication de ces circuits courts, assez comparables aux "salons" du 18 et du 19^{ème} siècles, mais sur un quartier, dans une entreprise, dans une association, etc. constitue le maillon essentiel d'une formation progressive d'auteurs nouveaux, l'apport n'étant pas celui d'une écriture collective mais d'un collectif de lecture, momentanément lié par des références communes.

7

La lecture met en œuvre des processus d'une nature et d'une complexité sans commune mesure avec ceux que requiert l'utilisation rudimentaire de l'écrit par la voie (voix ?) alphabétique dont disposent encore aujourd'hui près de 70% des individus. C'est dire qu'un important investissement méthodologique doit être opéré, tant dans l'apprentissage initial que dans les phases suivantes de perfectionnement. On ne s'approprie pas un langage pour l'œil avec les techniques utilisées jusqu'ici pour un langage dépendant de l'oreille. Il est indispensable de mettre à la disposition de tous les utilisateurs, à l'école, dans les lieux de formation comme dans les équipements collectifs, des outils et des modules de perfectionnement des divers aspects techniques constitutifs de la lecture, un peu de la même manière qu'on généraliserait les laboratoires de langue si on voulait qu'une population, en quelques années, devienne parfaitement bilingue. Le micro-ordinateur et des logiciels d'entraînement à la lecture, à la condition que leur utilisation soit intégrée dans des modules cohérents, semblent devoir jouer un rôle décisif en ce domaine.

Les sept points que nous venons d'évoquer nous paraissent constituer de manière indissociable la trame d'une politique nouvelle de la lecture. Nous les avons décrits en termes généraux, laissant à chacun le soin de leur donner un contenu précis dans le lieu de son action. Il nous semble en effet très facile de les projeter sur la réalité d'un établissement scolaire, d'une ZEP, d'un quartier, d'une commune, d'un stage d'insertion 16-25 ans, d'une action de formation permanente, d'un mouvement d'alphabétisation, d'un comité d'entreprise, d'une bibliothèque municipale, d'une association d'éducation populaire, d'une région, etc. pour voir surgir une multitude d'opérations qui, menées de front, permettent au plus grand nombre d'apprendre en l'exerçant l'outil indispensable de la responsabilité individuelle et collective.

Jean Foucambert